



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Réception des soumissions – TPSGC
11 rue Laurier
Place du Portage , Phase III
Noyau 0B2
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Weapons Systems Division/Division des systèmes d'arme
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
8C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Pointage et de positionnement des p Pointage et de positionnement des pièces	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8486-228557/A	Date 2022-08-10
Client Reference No. - N° de référence du client W8486-228557	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$BM-040-28772	
File No. - N° de dossier 040bm.W8486-228557	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2022-10-20 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: D'Allaire (040bm), Yvonne	Buyer Id - Id de l'acheteur 040bm
Telephone No. - N° de téléphone (613) 296-2352 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	3
1.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	3
1.3 COMPTES RENDUS	3
1.4 SERVICE DE CONNEXION DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES.....	3
1.5 PROCESSUS DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS PAR ÉTAPES	3
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	4
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	4
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION	5
2.4 LOIS APPLICABLES.....	5
2.5 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS	5
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	6
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	6
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	7
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	7
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	11
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	12
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	12
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ..	12
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	14
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	14
6.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	14
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	14
6.4 DATE DE LIVRAISON.....	14
6.5 RESPONSABLES.....	14
6.6 PAIEMENT	16
6.7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	16
6.8 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	17
6.9 LOIS APPLICABLES.....	17
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	17
6.11 CONTRAT DE DÉFENSE.....	17
6.12 CLAUSES DU GUIDE DES CUA.....	17
6.13 RÈGLEMENT DE DIFFÉRENDS	18
6.14 PUBLICATIONS TECHNIQUES : MANUELS	18
6.15 LISTE DE PIÈCES DE RECHANGE RECOMMANDÉES	19
6.16 QUALITÉ.....	19
6.17 EMBALLAGE	20
6.18 MARCHANDISES EXCÉDENTAIRES.....	21
ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	22
1 PORTÉE.....	22
1.1 OBJET	22

1.2	CONTEXTE	22
1.3	LISTE DES SIGLES ET DES ABRÉVIATIONS	22
2	DOCUMENTS APPLICABLES	23
2.1	APPLICABILITÉ	23
2.2	PUBLICATIONS, NORMES ET SPÉCIFICATIONS DU MDN	23
3	EXIGENCES GÉNÉRALES.....	24
3.1	ÉNONCÉ DES TRAVAUX	24
3.3	GESTION DE PROJET	24
3.4	RÉUNIONS DE PROJET	24
3.5	GESTION DE L'ENVIRONNEMENT/GESTION DE LA SÉCURITÉ	24
4	PROCESSUS ET CRITÈRES D'ACCEPTATION.....	24
4.1	ARTICLE NON DESTINÉ AU DÉVELOPPEMENT	24
4.2	SPÉCIFICATION DU SYSTÈME	24
4.3	PROPOSITION DE MODIFICATION TECHNIQUE	25
4.4	ESSAIS ET ÉVALUATIONS.....	25
4.5	PLAN DIRECTEUR D'ESSAIS ET D'ÉVALUATION (PDEE)	25
4.6	RAPPORT DÉFINITIF SUR LES ESSAIS	25
4.7	ACCEPTATION FINALE.....	26
5	SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ	26
5.1	PUBLICATIONS	26
5.4	MANUEL DE L'OPÉRATEUR	26
5.5	GUIDE DE RÉFÉRENCE RAPIDE.....	26
5.6	CAPACITÉ DE COMMUNICATION NUMÉRIQUE.	26
5.7	COURS POUR LES OPÉRATEURS	27
5.8	DOCUMENTS RELATIFS AUX RISQUES LIÉS AUX LASERS.....	27
ANNEXE A, APPENDICE 1 – SPÉCIFICATIONS.....		28
1	GÉNÉRALITÉS	28
2	BESOINS EN ÉQUIPEMENT	28
2.2	ENVIRONNEMENTS OPÉRATIONNELS	29
2.3	CARACTÉRISTIQUES DE RENDEMENT.....	29
2.4	EXIGENCES RELATIVES À L'INTERFACE	30
2.5	CONCEPTION ET CONSTRUCTION.....	31
2.6	EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES	31
3	GLOSSAIRE DE LA TERMINOLOGIE DE VÉRIFICATION	33
3.1	MATRICE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES.....	35
ANNEXE B – BASE DE PAIEMENT.....		46
1.	BASE DE PAIEMENT	46
ANNEXE C – MATRICE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS.....		48
ANNEXE C – APPENDICE 1 – MATRICE DE CONFORMITÉ DE L'ÉVALUATION.....		50
ANNEXE D – INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....		58
ANNEXE E DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS		59
PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION		59

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Exigences relatives à la sécurité

Il n'y a aucune exigence en matière de sécurité associée à cette demande d'offres à commandes.

1.2 Énoncé des travaux

Le travail à réaliser est décrit à l'annexe A, Énoncé des travaux, des clauses du contrat subséquent.

1.3 Comptes rendus

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Ils doivent présenter leur demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Service de Connexion de la société canadienne des postes

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service de Connexion de la Société canadienne des postes (SCP) pour présenter leur soumission par voie électronique. Pour obtenir de plus amples renseignements, les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et la partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions.

1.5 Processus de conformité des soumissions par étapes

Le processus de conformité des soumissions par étapes s'applique à ce marché.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC).

Les soumissionnaires s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 2022-03-29, Instructions uniformisées – biens et services – besoins concurrentiels, est intégré par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.1.1 Clauses du Guide des CCUA

Clause du Guide des CCUA B3000T 2006-06-16, Produits équivalents
Clause du Guide des CCUA A9130T 2019-11-28, Programme des marchandises contrôlées – soumission
Clause du Guide des CCUA B4057T 2017-11-28, Publications techniques : Manuels – Soumission

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la demande de soumissions.

Remarque : Pour les soumissionnaires qui choisissent de présenter leur soumission en utilisant le service de Connexion de la SCP pour la clôture des soumissions à l'Unité de réception des soumissions de la région de la capitale nationale (RCN), l'adresse électronique est :

tpsgc.pareceptiondessoumissions-apbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions envoyées directement à cette adresse ne seront pas acceptées. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion de la SCP, tel qu'il est indiqué dans les Instructions uniformisées 2003 ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion de la SCP si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion de la SCP.

En raison du caractère de la présente demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de SPAC ne seront pas acceptées.

2.2.1 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment être en mesure d'améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions sont invités à fournir des suggestions, par écrit, à l'autorité contractante indiquée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard 10 jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au plus tard 10 jours civils avant la date de clôture de la demande de soumissions. Les demandes reçues après ce délai pourraient demeurer sans réponse.

Les soumissionnaires devraient citer aussi fidèlement que possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte leur demande de renseignements. Ils doivent prendre soin d'expliquer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse donner une réponse précise. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les articles portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur au Québec, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est apporté, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.

Le Canada encourage les fournisseurs à porter leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante en premier lieu. Le site Web Achats et ventes du Canada, sous l'en-tête « Processus de contestation des offres et mécanismes de recours », renferme de l'information sur les organismes auprès desquels il est possible de déposer une plainte, tels que :

- a) le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA);
- b) le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE).

Les fournisseurs doivent prendre note que des **dates d'échéance strictes** sont fixées pour le dépôt des plaintes, et que les périodes varient selon l'organisme de traitement des contestations. Par conséquent, les fournisseurs doivent agir rapidement lorsqu'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des Instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postel de la SCP a une limite de 1 Go par message individuel affiché et de 20 Go par conversation.

Le Canada demande aux soumissionnaires de fournir leur soumission en sections distinctes identifiées comme suit :

Section I : Soumission technique
Section II : Plan des avantages pour les Inuits
Section III : Soumission financière
Section IV : Attestations
Section V : Autres renseignements

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires doivent expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et effectuer les travaux.

Section III : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement.

3.1.1 Paiement électronique des factures – Soumission

Si vous êtes disposé à accepter les paiements de factures effectués au moyen d'instruments de paiement électronique, remplissez l'annexe D, Instruments de paiement électronique, pour indiquer ceux qui sont acceptés.

Si l'annexe D, Instruments de paiement électronique, n'est pas remplie, le paiement des factures au moyen d'instruments électroniques sera réputé comme ayant été refusé.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

Clause du Guide des CCUA C3011T 2013-11-06, Fluctuation du taux de change

3.1.3 Clauses du Guide des CCUA

Section IV : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements additionnels exigés à la partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions.

Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Processus de conformité des soumissions par étapes

4.1.1.1 (2018-07-19) Généralités

(a) Le Canada mène le processus de conformité des soumissions par étape (PCSE) décrit ci-dessous pour ce besoin.

(b) Nonobstant tout examen effectué par le Canada à l'étape I ou à l'étape II du PCSE, les soumissionnaires sont et resteront les seuls responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'engage, en vertu de cet examen, aucune obligation ni responsabilité de relever les erreurs ou omissions dans les soumissions ou dans les réponses d'un soumissionnaire à une communication du Canada, ni ne s'engage à indiquer ces erreurs ou omissions.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES I OU II, ET MÊME SI LA SOUMISSION AVAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE.

LE CANADA PEUT JUGER QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE ÉTAPE.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MÊME S'IL RÉPOND À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) À L'ÉTAPE I OU II, SA SOUMISSION POURRAIT NE PAS RÉPONDRE AUX EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI FONT L'OBJET DE L'AVIS OU DU REC NI RÉPONDRE À D'AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

(c) Le Canada peut, à sa discrétion et à tout moment, demander et accepter de l'information du soumissionnaire pour corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans la soumission, et peut considérer que cette information fait partie de la soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature manquante; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de format ou de forme; l'omission de l'accusé de réception, du numéro d'entreprise – approvisionnement ou des coordonnées des personnes-ressources, comme les noms, les adresses et les numéros de téléphone; des erreurs commises par inadvertance dans les chiffres ou les calculs qui ne modifient pas le montant que le soumissionnaire a indiqué pour le prix ou pour tout composant visé par l'évaluation. Cela ne limitera pas son droit d'exiger ou d'accepter tout autre renseignement après la clôture de la demande de soumissions dans des cas où la demande de soumissions le permet expressément. Le soumissionnaire disposera du délai précisé par écrit par le Canada pour fournir la documentation nécessaire. À défaut de respecter ce délai, la soumission sera jugée non recevable.

(d) Le PCSE ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (2020-05-28) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de

soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).

(e) Le Canada enverra un avis ou un REC par la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'avis ou le REC. Un avis, ou un REC, envoyé par le Canada au soumissionnaire à l'adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'est pas responsable de la réception tardive d'une réponse par le Canada, quelle qu'en soit la cause.

4.1.1.2 (2018-03-13) Étape I : Soumission financière

(a) Après la date et l'heure de clôture de la présente demande de soumissions, le Canada examinera la soumission afin de déterminer si elle comprend une soumission financière et si la soumission financière comprend tous les renseignements requis dans la présente demande de soumissions. L'examen de la soumission par le Canada à l'étape I se limitera à déterminer si les renseignements requis dans la demande de soumissions qui doivent être inclus dans la soumission financière sont manquants. Cet examen ne déterminera pas si la soumission financière respecte toute norme ou répond à toutes les exigences de la demande de soumissions.

(b) L'examen de la soumission par le Canada à l'étape I sera réalisé par des représentants du ministère des Travaux publics et des services gouvernementaux.

(c) Si le Canada détermine, à sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou que la soumission financière ne contient pas tous les renseignements requis dans la demande de soumissions qui doivent être inclus dans la soumission financière, la soumission sera alors jugée irrecevable et rejetée d'emblée.

(d) Pour les soumissions autres que celles décrites à l'alinéa c), le Canada fera parvenir un avis écrit au soumissionnaire (« avis ») indiquant où la soumission financière manque de renseignements. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été déclarée conforme aux exigences qui font l'objet d'un examen à l'étape I ne recevra pas d'avis. De tels soumissionnaires ne sont pas autorisés à soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur soumission financière.

(e) Les soumissionnaires auxquels un avis a été envoyé disposeront de la période précisée dans l'avis (la « période de correction ») en vue de corriger les problèmes signalés dans l'avis en fournissant au Canada, par écrit, des renseignements supplémentaires ou des précisions en réponse à l'avis. Les réponses reçues après la fin de la période de correction ne seront pas prises en compte par le Canada, sauf dans les circonstances et selon les modalités expressément prévues dans l'avis.

(f) Dans sa réponse à l'avis, le soumissionnaire ne sera autorisé à corriger que la partie de sa soumission financière qui est indiquée dans l'avis. Par exemple, lorsque l'avis indique qu'un élément devant être rempli est laissé en blanc, seuls les renseignements manquants peuvent être ajoutés à la soumission financière, sauf lorsque l'ajout de tels renseignements entraîne nécessairement une modification à d'autres calculs précédemment soumis dans sa soumission financière (p. ex., le calcul visant à déterminer un prix total). De tels ajustements doivent être indiqués par le soumissionnaire, et seuls ces ajustements peuvent être effectués. Tous les renseignements fournis doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.

(g) Toute autre modification apportée à la soumission financière par le soumissionnaire sera considérée comme un nouveau renseignement et sera écartée. Aucun changement ne sera autorisé à

une autre section de la soumission du soumissionnaire. L'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'avis remplacera, en intégralité, uniquement la partie de la soumission financière originale tel qu'il est autorisé ci-dessus, et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.

(h) Le Canada déterminera si la soumission financière est conforme aux exigences évaluées à l'étape II, en tenant compte des renseignements supplémentaires ou des précisions qui peuvent avoir été fournis par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas conforme aux exigences évaluées à l'étape I à la satisfaction du Canada, la soumission sera jugée irrecevable et sera rejetée d'emblée.

(i) Seules les soumissions jugées conformes aux exigences à l'étape I à la satisfaction du Canada recevront une évaluation à l'étape II.

4.1.1.3 (2018-03-13) Étape II : Soumission technique

(a) L'examen du Canada au cours de l'étape II se limitera à une évaluation de la soumission technique afin de vérifier si le soumissionnaire n'a pas respecté l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen ne déterminera pas si la soumission technique respecte toute norme ou répond à toutes les exigences de la demande de soumissions. Les critères obligatoires admissibles sont les critères techniques obligatoires décrits dans la demande de soumissions comme faisant partie du PCSE. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la présente demande de soumissions comme étant assujettis au PCSE ne seront évalués qu'à l'étape III.

(b) Le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (Rapport d'évaluation de la conformité ou « REC ») indiquant les critères obligatoires admissibles auxquels la soumission n'a pas satisfait. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de l'étape II recevra un REC qui précisera que sa soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de l'étape II. Un tel soumissionnaire ne sera pas autorisé à présenter une réponse au REC.

(c) Le soumissionnaire dispose de la période précisée dans le REC (la « période de correction ») pour remédier au défaut de satisfaire à tout critère obligatoire admissible indiqué dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des renseignements supplémentaires ou différents ou des précisions en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de correction ne seront pas prises en compte par le Canada, sauf dans les circonstances et selon les modalités expressément prévues dans le REC.

(d) La réponse du soumissionnaire doit traiter uniquement des exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Les renseignements supplémentaires fournis par le soumissionnaire qui ne sont pas nécessaires à la satisfaction de ces exigences ne seront pas pris en compte par le Canada, sauf lorsque la réponse aux critères obligatoires admissibles précisés dans le REC entraîne nécessairement une modification consécutive à d'autres composantes de la demande de soumissions; le soumissionnaire doit identifier ces modifications supplémentaires, à condition que sa réponse ne comprenne aucune modification à la soumission financière.

(e) La réponse du soumissionnaire au REC doit indiquer dans chaque cas l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment son indication dans la section correspondante de la soumission initiale, la formulation de la modification proposée pour cette section, ainsi que la formulation et l'emplacement dans la soumission de toute autre modification corrélative découlant nécessairement de cette modification. Pour chaque modification corrélative, le soumissionnaire doit inclure une justification expliquant en quoi cette modification est une conséquence nécessaire de la

modification proposée pour répondre au critère obligatoire admissible. Il n'incombe pas au Canada d'agir comme réviseur de la soumission du soumissionnaire, et le défaut du soumissionnaire de le faire, conformément au présent alinéa, est à ses propres risques. Tous les renseignements fournis doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.

(f) Toute modification à la soumission présentée par le soumissionnaire d'une façon qui n'est pas permise par la présente demande de soumissions sera considérée comme une nouvelle information et ne sera pas prise en considération. Les renseignements fournis conformément aux exigences de la présente demande de soumissions en réponse au REC remplaceront, en totalité, uniquement la partie de la soumission originale comme le permet cette section.

(g) Les renseignements supplémentaires ou différents soumis au cours de l'étape II et permis par la présente section seront considérés comme étant inclus dans la soumission, mais ne seront pris en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission à l'étape II que pour déterminer si la soumission respecte les critères obligatoires admissibles. Ils ne seront utilisés à aucune étape de l'évaluation pour augmenter les notes que la soumission originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré comme conforme sera évalué à l'étape II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires ou différents en réponse au REC. Le cas échéant, la soumission sera jugée conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible, et les renseignements supplémentaires ou différents soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes de la soumission.

(h) Le Canada déterminera si la soumission est conforme aux exigences évaluées à l'étape II, en tenant compte des renseignements supplémentaires ou différents ou des précisions qui peuvent avoir été fournis par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas conforme aux exigences évaluées à l'étape II à la satisfaction du Canada, la soumission sera jugée irrecevable et sera rejetée d'emblée.

(i) Seules les soumissions jugées conformes aux exigences évaluées à l'étape II à la satisfaction du Canada recevront une évaluation à l'étape III.

4.1.1.4 (2018-03-13) Étape III : Évaluation finale de la soumission

(a) Au cours de l'étape III, le Canada effectuera l'évaluation de toutes les soumissions jugées conformes aux exigences analysées à l'étape II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation techniques et financiers.

(b) Une soumission est non recevable et sera rejetée d'emblée si elle ne satisfait pas à tous les critères d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

4.1.2 (2017-07-31) Évaluation technique

4.1.2.1 (2017-07-31) Critères techniques obligatoires

Le processus de conformité des soumissions par étapes s'appliquera à toutes les exigences techniques obligatoires.

4.1.3 Évaluation financière

Clause du Guide des CCUA A0220T 2014-06-26, Évaluation du prix – Soumission

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8486-228557/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8486-228557

Amd. No. - N° de la modif
File No. - N° du dossier
040bm.W8486-228557

Buyer ID - Id de l'acheteur
040bm
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Méthode de sélection – critères techniques obligatoires

Clause du Guide des CCUA A0031T 2010-08-16, Méthode de sélection – Critères techniques obligatoires

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées et les renseignements supplémentaires nécessaires.

Les attestations fournies par les soumissionnaires peuvent être vérifiées par le Canada en tout temps. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, s'il est établi que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non, pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations ci-dessous dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité se trouvant sur le site Web Intégrité – Formulaire de déclaration (www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission, mais ils peuvent être transmis plus tard. Si l'une de ces attestations ou l'un de ces renseignements supplémentaires n'est pas rempli et fourni comme demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai dont il dispose pour le faire. Le défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires ci-dessous dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la section Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit fournir les documents exigés, selon le cas, pour que son offre passe à l'étape suivante du processus.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ni son nom ni le nom des membres de la coentreprise du soumissionnaire, le cas échéant, ne figurent sur la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi, disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la « Liste des soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la « Liste des soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation dûment remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation dûment remplie pour chaque membre de la coentreprise.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Le contrat ne comporte aucune exigence en matière de sécurité.

6.2 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit effectuer les travaux conformément à l'énoncé des travaux à l'annexe A.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions désignées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont énoncées dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

La clause du Guide des CCUA 2010A 2022-01-28, Conditions générales – services (complexité moyenne) s'applique au présent contrat et en fait partie intégrante.

6.4 Date de livraison

Tous les produits livrables doivent être reçus au plus tard aux dates indiquées à l'annexe B, Base de paiement, du contrat.

6.4.1 Points de livraison

À moins d'indication contraire contenue à la présente, tous les produits livrables doivent être livrés à l'adresse suivante :

Ministère de la Défense nationale
25 DAFC Montréal
6363, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H1N 2E9

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Yvonne D'Allaire
Spécialiste en approvisionnement
Services publics et Approvisionnement Canada
Direction générale des approvisionnements

Direction de l'acquisition des systèmes de munitions et des systèmes électroniques et tactiques
11, rue Laurier
Gatineau (Québec)
K1A 0S5

Téléphone : 613-296-2352
Courriel : yvonne.d'allaire@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus à la suite de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Responsable des achats

(À remplir avant l'attribution du contrat.)

Le responsable des achats pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Le responsable des achats représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de la mise en œuvre des procédures et des outils requis pour l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter de questions administratives soulevées dans le contrat avec le responsable des achats; cependant, ce dernier ne peut pas autoriser de changements à la portée des travaux. Des changements à la portée des travaux peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Autorité technique

(À remplir avant l'attribution du contrat.)

L'autorité technique pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

L'autorité technique dont le nom figure ci-dessus représente le ministère ou l'organisme pour qui les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus au contrat. Il est possible de discuter des questions techniques avec l'autorité technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à apporter à la portée des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.4 Représentant de l'entrepreneur (À remplir avant l'attribution du contrat.)

6.6 Paiement

6.6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé conformément aux modalités mentionnées à l'annexe B, Base de paiement. Les droits de douane sont inclus, et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou toute interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.6.2 Limite de prix

Clause du Guide des CCUA C6000C 2017-08-17, Limite de prix

6.6.3 Paiements multiples

Clause du Guide des CCUA H1001C 2008-05-12, Paiements multiples

6.6.4 Clauses du Guide des CCUA

Clause du Guide des CCUA C2608C 2020-07-01, Documentation des douanes canadiennes

6.6.5 Paiement électronique de factures – contrat

(À remplir au moment de l'attribution du contrat.)

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a) carte d'achat Visa;
- b) carte d'achat Mastercard;
- c) dépôt direct (national et international);
- d) échange de données informatisé (EDI);
- e) virement télégraphique (international seulement);
- f) système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$).

6.7 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à la section « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient achevés.

Les factures doivent être distribuées comme suit :

L'original et une (1) copie doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement.

Une (1) copie doit être envoyée à l'autorité contractante dont les coordonnées figurent à la section « Responsables » du contrat.

6.8 Attestations et renseignements supplémentaires

6.8.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat et la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.8.3 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

L'entrepreneur comprend et convient que, lorsqu'il conclut un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (AMOEE) avec EDSC dans le cadre de son Programme du travail, cet AMOEE doit demeurer valide pendant toute la durée du contrat. Si l'AMOEE perd sa validité, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la « liste des soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré en situation de manquement relativement aux modalités du contrat.

6.9 Lois applicables

(À remplir au moment de l'attribution du contrat)

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur le _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste :

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010A 2022-01-28, Conditions générales – biens (complexité moyenne);
- c) l'annexe A, Énoncé des travaux;
- d) la soumission de l'entrepreneur datée du _____.

6.11 Contrat de défense

Clause du Guide des CCUA A9006C 2012-07-16, Contrat de défense

6.12 Clauses du Guide des CCUA

Clause du Guide des CCUA B4060C 2011-05-16, Marchandises contrôlées

La clause du Guide des CUA B4061C 2008-05-12, Codification de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord – Exigences relatives aux données, est incorporée par renvoi dans le contrat et en fait partie intégrante.

6.13 Règlement de différends

- a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du contrat et après.
- b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du contrat et d'aviser rapidement la ou les autres parties à propos des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et tenter de les régler.
- c) Si les parties ne peuvent pas régler un différend au moyen de consultations et d'une collaboration, elles conviennent de consulter un tiers neutre qui offre des services de règlement extrajudiciaire des différends afin de tenter de régler le problème.
- d) Les options de services de règlement extrajudiciaire se trouvent sur le site Web Achats et ventes du gouvernement du Canada, sous la rubrique « Règlement des différends ».

6.14 Publications techniques : Manuels

L'entrepreneur doit fournir et étiqueter clairement toutes les publications techniques nécessaires à la description, au fonctionnement, à l'installation, à l'entretien et à la réparation des articles livrables complets, comme suit :

6.14.1 Publications bilingues

Option 1 : Nouveaux manuels

L'entrepreneur doit fournir les publications suivantes en anglais et en français, selon l'une des présentations suivantes : côte à côte, éditions séparées, séparé-joint, pages vis-à-vis, ou au-dessus et au-dessous. La présentation choisie doit être parfaitement conforme à la dernière édition de la spécification C-01-100-100/AG-006, Spécification – Rédaction, mise en page et production de publications techniques. L'entrepreneur doit livrer tous les nouveaux manuels à l'autorité technique.

Option 2 : Manuels existants

L'entrepreneur doit fournir les publications suivantes à titre de manuels standards commerciaux existants ou appartenant à des gouvernements étrangers, en anglais et en français, et dont le texte est disposé côte à côte, parfaitement conforme à la dernière édition de la spécification C-01-100-100/AG-005, Acceptation de publications provenant du commerce et de gouvernements étrangers à titre de publications adoptées. L'entrepreneur doit livrer tous les manuels existants à l'autorité technique.

Option 3 : Autre format de présentation

L'entrepreneur doit fournir les publications suivantes dans une présentation approuvée par écrit par l'autorité technique, en anglais et en français. La présentation doit être parfaitement conforme à la dernière édition de la spécification C-01-100-100/AG-005, Acceptation de publications provenant du commerce et de gouvernements étrangers à titre de publications adoptées. L'entrepreneur doit livrer les publications selon l'autre présentation approuvée à l'autorité technique le ou avant.

6.14.2 Publications unilingues

Option 1 : Nouveaux manuels

L'entrepreneur doit fournir les publications suivantes parfaitement conformes à la dernière édition de la spécification C-01-100-100/AG-006, Rédaction – mise en page et production de publications techniques. L'entrepreneur doit livrer tous les nouveaux manuels à l'autorité technique.

Option 2 : Manuels existants

L'entrepreneur doit fournir les publications suivantes à titre de manuels standards commerciaux existants ou appartenant à des gouvernements étrangers en parfaite conformité avec la dernière édition de la spécification C-01-100-100/AG-005, Acceptation de publications provenant du commerce et de gouvernements étrangers à titre de publications adoptées. L'entrepreneur doit livrer tous les manuels existants à l'autorité technique.

6.14.3 Droits de traduction et de reproduction

L'entrepreneur donne au Canada le droit de traduire et de reproduire en tout ou en partie, pour les fins du gouvernement, les publications fournies en vertu du contrat comme manuels commerciaux unilingues existants.

6.15 Liste de pièces de rechange recommandées

L'entrepreneur doit, dans un délai de trente (30) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat, fournir à l'autorité technique une liste des pièces de rechange recommandées (LPRR) préparée conformément à la version actuelle de la spécification D-01-100-214/SF-000 des Forces canadiennes. La LPRR doit comprendre la recommandation de l'entrepreneur en ce qui concerne les pièces de rechange exigées pour assurer l'entretien de l'équipement pour une période de 24 mois, et doit fournir des critères de sélection des pièces de rechange qui seront appliqués par le ministère de la Défense nationale. La spécification sera fournie par l'autorité contractante à la demande de l'entrepreneur.

La documentation technique supplémentaire sur l'approvisionnement (DTSA), préparée par le fabricant réel de l'article, doit être fournie en vue de la codification et du catalogage de tous les éléments figurant dans la LPRR. La DTSA mentionnée dans la spécification ci-dessus doit accompagner la LPRR comme précisé dans la spécification. Les détails particuliers des données requises doivent être énumérés dans la fiche de sélection des documents d'approvisionnement, préparés conformément à la spécification ci-dessus, et être soumis en caractères ASCII par voie électronique.

Les questions portant sur la préparation, la présentation ou le contenu de la documentation d'approvisionnement mentionnée ci-dessus doivent être adressées au responsable des achats.

6.16 Qualité

6.16.1 Norme ISO 9001:2008 – Système de management de la qualité

Clause du Guide des CCUA D5540C 2021--05--20 ISO 9001:2015 – Systèmes de management de la qualité – Exigences (code de l'assurance de la qualité Q)

6.16.2 Documents de sortie

(À remplir avant l'attribution du contrat.)

La clause du Guide des CCUA D5606C 2017-11-28, Documents de sortie – Entrepreneur établi au Canada, est incorporée par renvoi dans le contrat et en fait partie intégrante.

OU

La clause du Guide des CCUA D5605C 2021-05-20, Documents de sortie – Entrepreneur établi aux États-Unis est incorporée par renvoi dans le contrat et en fait partie intégrante.

OU

La clause du Guide des CCUA D5604C 2008-12-12, Documents de sortie – Entrepreneur établi à l'étranger est incorporée par renvoi dans le contrat et en fait partie intégrante.

6.16.3 Documents de sortie – Distribution

L'entrepreneur doit remplir les documents de sortie dans un format électronique en vigueur et les distribuer comme suit :

- a) une (1) copie envoyée par la poste au destinataire avec la mention : « À l'attention de : l'agent de réception »;
- b) deux (2) copies accompagnant l'envoi au destinataire, dans une enveloppe étanche;
- c) une (1) copie à l'autorité contractante;
- d) une (1) copie à :

Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade du Colonel-By
Ottawa (Ontario) K1A 0K2
À l'attention de : DLP 3-1-6;

- a) une (1) copie au représentant de l'assurance de la qualité;
- b) une (1) copie à l'entrepreneur;
- c) pour les entrepreneurs non canadiens, une (1) copie à :

DAQ/Administration des contrats
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade du Colonel-By
Ottawa (Ontario) K1A 0K2

Courriel : ContractAdmin.DQA@forces.gc.ca.

6.17 Emballage

6.17.1 Exigences en matière d'emballage

L'entrepreneur doit préparer le ou les articles énumérés à l'annexe B pour la livraison conformément à la dernière version de la spécification relative à l'emballage des Forces canadiennes D-LM-008036/SF-000, Exigences du MDN en matière d'emballage commercial du fabricant.

L'entrepreneur doit emballer les articles énoncés à l'annexe B à raison d'un maximum de 100 unités par paquet (le cas échéant).

6.17.2 Palettisation

Clause du Guide des CCUA D6010C 2007-11-30, Palettisation

6.17.3 Marquage

Clause du Guide des CCUA D2000C 2007-11-30, Marquage

6.17.4 Matériaux d'emballage en bois

Clause du Guide des CCUA D2025C 2017-08-17, Matériaux d'emballage en bois

6.17.5 Étiquetage

Clause du Guide des CCUA D2001C 2007-11-30, Étiquetage

6.18 Marchandises excédentaires

La quantité de marchandise que l'entrepreneur doit livrer est spécifiée dans le contrat. L'entrepreneur demeure responsable des marchandises excédentaires livrées, peu importe si ces marchandises ont été livrées volontairement ou à la suite d'une erreur de la part de l'entrepreneur. Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour la livraison de marchandises excédentaires. Le Canada ne retournera pas lesdites marchandises à l'entrepreneur, sauf si ce dernier accepte de payer tous les coûts liés à leur retour, y compris, sans toutefois s'y limiter, les coûts administratifs, d'expédition et de manutention. Le Canada se réserve le droit de déduire ces coûts de toute facture présentée par l'entrepreneur.

ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1 PORTÉE

1.1 Objet

Le présent énoncé des travaux (EDT) vise à décrire les besoins du ministère de la Défense nationale (MDN) et l'effort de travail qui doit être fourni par l'entrepreneur dans le cadre de la fourniture de produits et de services en vue de répondre aux exigences entourant l'acquisition et le soutien.

1.2 Contexte

Le présent besoin vise à acquérir un système d'arpentage qui remplacera le système de pointage et de positionnement des pièces (GLPS) actuel et le théodolite T-16/DI-1000. Le MDN a fait l'acquisition de 102 théodolites T-16 il y a 50 ans et de 42 GLPS il y a 20 ans. Le MDN a été informé par le fabricant d'équipement d'origine (FEO) que ce dernier ne sera plus en mesure d'assurer l'entretien du GLPS et du T-16/DI-1000. Par conséquent, le MDN n'a plus accès à des services de réparation et de révision ou à une chaîne d'approvisionnement de pièces de rechange pour maintenir ces systèmes en service. Étant donné le contexte, le MDN souhaite remplacer les GLPS et les T-16/DI-1000 actuels lors des deux prochaines années. La capacité du système d'arpentage actuel répond aux besoins des membres de l'artillerie canadienne qui souhaitent retrouver des caractéristiques semblables chez la nouvelle génération de système d'arpentage.

1.3 Liste des sigles et des abréviations

Abréviation	Description
ABCA	Amérique, Grande-Bretagne, Canada, Australie
AC	Autorité contractante
AECTP	Publication interalliée sur les essais relatifs aux conditions environnementales
ANSI	American National Standards Institute
ASGO	Système d'orientation gyroscopique d'azimut
AT	Autorité technique
CPP	Calendrier principal du projet
D Gest PSA	Directeur – Gestion du programme de soutien de l'armement
DAGR	Récepteur GPS évolué pour la défense (DAGR);
DBRT	Directeur – Besoins en ressources terrestres
DCI	Document de contrôle des interfaces
DOCN	Distance oculaire critique nominale
DOCNE	Distance oculaire critique nominale étendue
DP	Demande de proposition
ECC	Examen critique de conception
ECP	Écart circulaire probable
ECP	Examen de conception préliminaire
EDT	Énoncé des travaux
EMA	Exposition maximale admissible
FAC	Forces armées canadiennes
FEO	Fabricant d'équipement d'origine
FT	Forces terrestres
GLPS	Système de pointage et de positionnement des pièces
GPS	Système mondial de localisation

Abréviation	Description
GRR	Guide de référence rapide
LPRR	Liste de pièces de rechange recommandées
MDN	Ministère de la Défense nationale
ME	Manuel d'entretien
MGRS	Système de référence géographique militaire
MMN	Modèle militaire normalisé
NBC	Nucléaire, biologique et chimique
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PDEE	Plan directeur d'essais et d'évaluation
PM	Plan de maintenance
POSM	Protection optimale selon la mission
R et R	Réparation et révision
REAT	Réunion d'examen de l'avancement des travaux
RST	Représentant du soutien sur le terrain
SE	Spécification des exigences
SLI	Soutien logistique intégré
SRT	Structure de répartition du travail
STANAG	Accord de normalisation
VBTT	Véhicule blindé de transport de troupes

2 Documents applicables

2.1 Applicabilité

Les documents suivants sous-tendent le présent EDT et doivent être considérés comme une source d'information supplémentaire, à moins d'être cités spécifiquement dans le texte. En cas de conflit apparent entre le contenu du présent EDT et les documents indiqués ci-dessous, ou les annexes, le contenu de l'EDT a préséance. Les documents seront fournis par l'autorité contractante (AC) à la demande de l'entrepreneur.

2.2 Publications, normes et spécifications du MDN

Référence	Date de publication	Titre du document de référence
AECTP-100	2016-12-01	Environmental Guidelines for Defense Materiel Edition E Version 1 (en anglais seulement)
AECTP-200	2009-05-01	Environmental Conditions (en anglais seulement)
AECTP-230	2009-05-01	Climatic Conditions – Edition 1 (en anglais seulement)
D-02- 002-001/SG-001	2003-04-01	Identification du matériel appartenant aux Forces canadiennes
STANAG 2934,	2015-11-05	Procédures relatives à l'appui-feu interarmées dans le cadre des opérations terrestres
STANAG 4370,	2019-11-28	Essais en environnement, 7 ^e édition
MIL-STD-810G	2014-04-01	Norme militaire – Environmental Engineering Consideration and Performance Tests (en anglais seulement)
MIL-STD-461F	2015-12-30	Norme militaire – Electromagnetic Interference (en anglais seulement)

3 Exigences générales

3.1 Énoncé des travaux

Les travaux à effectuer nécessitent la fabrication, l'inspection et la livraison du nouveau système, des articles complémentaires, des pièces de rechange, ainsi qu'une trousse de formation pour les opérateurs.

Composants	Quantité
Station électronique comprenant : 1. Théodolite 2. Gyroscope d'azimut 3. Télémètre laser 4. Mire à voyant éclairant 5. Compatibilité avec le DAGR	95
Trépied extrarobuste	95
Batterie rechargeable	190
Source d'énergie de rechange	95
Valises de transport	95

3.3 Gestion de projet

3.4 Réunions de projet

L'entrepreneur doit tenir une réunion de lancement au plus tard 50 jours ouvrables après l'attribution du contrat afin de passer en revue les exigences énoncées dans le contrat, l'EDT et les spécifications des exigences (SE) ainsi que les spécifications de conception de l'équipement proposé.

L'entrepreneur doit fournir des mises à jour sur l'avancement de la fabrication de l'équipement et des activités de mise à l'essai, comme l'exige le Canada, et ce, pendant toute la durée de vie du contrat.

3.5 Gestion de l'environnement/Gestion de la sécurité

L'entrepreneur doit mettre en œuvre et maintenir un système de gestion de l'environnement qui est conforme aux principes énoncés dans la norme ISO 14001, ou posséder des procédures et mesures de contrôle équivalentes pour garantir la conformité environnementale, évaluée par l'AT.

L'entrepreneur doit veiller à ce que tous les produits livrables du contrat fassent l'objet d'une évaluation des risques d'utilisation liés à la santé et à la sécurité au travail et à la protection de l'environnement, et doit fournir les avertissements et les instructions nécessaires à l'atténuation de ces risques.

L'entrepreneur doit permettre l'inspection et la surveillance des aspects environnementaux par le MDN pendant toute la durée du contrat.

4 Processus et critères d'acceptation

4.1 Article non destiné au développement

La conception du futur système d'arpentage doit avoir fait ses preuves et celui-ci doit être utilisé par les forces armées d'un pays membre de l'OTAN ou de l'ABCANZ.

4.2 Spécification du système

La spécification du système doit définir l'architecture du système, le rendement physique et fonctionnel à l'échelle du système et des sous-systèmes, ainsi que toutes les interfaces fonctionnelles et physiques entre les composants du système et les interfaces externes.

4.3 Proposition de modification technique

Pour demander la permission de déroger à une exigence de rendement ou de conception particulière contenue dans l'EDT approuvé ou les documents de références, l'entrepreneur doit demander une modification technique.

Après avoir incorporé toutes les modifications exigées en vertu de l'ECC, l'entrepreneur ne doit pas changer ou modifier d'article, de composant ou de produit sans l'approbation d'une modification technique de l'AT et de l'AC.

4.4 Essais et évaluations

Essais de qualification – Des essais de qualification doivent être réalisés aux installations de l'entrepreneur et démontrer que l'équipement fonctionne parfaitement. Ces essais doivent être conçus de manière à garantir que l'équipement sera en mesure de répondre aux exigences de rendement précisées dans les SE. L'entrepreneur doit fournir tout le matériel nécessaire pour démontrer la fonctionnalité dans le cadre des essais de qualification.

Essais d'acceptation – Les essais d'acceptation prendront la forme d'essais de qualification à la BFC Petawawa ou dans les installations de l'entrepreneur.

L'AT, en concertation avec l'AC, a le pouvoir d'approbation des méthodes d'essai et d'évaluation, des procédures et des résultats nécessaires aux essais d'acceptation.

4.5 Plan directeur d'essais et d'évaluation (PDEE)

L'entrepreneur doit élaborer un PDEE afin de démontrer que tous les éléments de la matrice de vérification des exigences (appendice 1) sont vérifiés.

L'entrepreneur doit prévoir et réaliser les essais d'acceptation après l'approbation du PDEE.

4.6 Rapport définitif sur les essais

Après les essais, l'entrepreneur doit présenter un Rapport définitif sur les essais pour tous les essais et évaluations réalisés conformément au PDEE qui démontre que l'équipement répond à toutes les spécifications des exigences.

L'AT peut accepter les résultats, les accepter sous certaines conditions ou les rejeter. Pour qu'un essai soit accepté, on doit l'avoir exécuté conformément à la méthode convenue et les résultats indiqués doivent respecter les critères d'acceptation énoncés dans le PDEE approuvé et les procédures d'essai; de plus, le lien avec la matrice de vérification des spécifications des exigences doit pouvoir être établi. En cas d'acceptation conditionnelle, les résultats peuvent respecter les critères d'acceptation si des mesures particulières sont prises. Si les résultats sont rejetés, l'essai doit être exécuté de nouveau une fois que la ou les raisons du rejet qui ont été énoncées ont fait l'objet de mesures correctives.

Si l'équipement soumis à des essais est directement comparable et que les détails de la vérification sont les mêmes, l'entrepreneur peut présenter des exemples d'activités de vérification antérieures comme

preuves de la conformité aux spécifications des exigences du présent EDT. Le gouvernement du Canada se réserve le droit d'être l'autorité de dernière instance en ce qui concerne l'acceptabilité des activités de vérification antérieures comme preuve de la conformité de l'équipement aux exigences du contrat.

L'entrepreneur doit officiellement informer l'AC et l'AT au moins cinquante (50) jours ouvrables avant chaque essai ou groupe d'essais. L'AC fournira ensuite à l'entrepreneur la liste des représentants qui participeront et assisteront aux essais ou aux évaluations déterminées.

4.7 Acceptation finale

Pour obtenir une acceptation finale, l'entrepreneur doit :

- a) corriger toutes les lacunes relevées lors des essais de qualification et d'installation;
- b) achever les manuels d'entretien et manuels de l'opérateur approuvés par l'AT;
- c) démontrer l'exhaustivité de la formation portant sur l'entretien et le fonctionnement par le biais de scénarios de formation;
- d) soumettre le Rapport définitif sur les tests démontrant que toutes les exigences des spécifications des exigences (appendice 1) ont été testées et sont satisfaisantes.

5 Soutien logistique intégré

5.1 Publications

L'entrepreneur doit présenter un manuel d'entretien (ME) qui comprend un plan d'entretien (PE) fondé sur l'analyse en matière d'entretien et le soumettre pour approbation.

L'entrepreneur doit présenter un manuel de l'opérateur ou un manuel intégré qui traite de tous les équipements en un seul et même document.

L'entrepreneur doit, au besoin, mettre à jour les publications touchées (ME, manuel de l'opérateur, dossier de données techniques) jusqu'à ce que l'AT accepte les résultats des essais d'acceptation.

5.4 Manuel de l'opérateur

Chaque système de remplacement des GLPS/T-16 doit comporter un manuel de l'opérateur, qui contient des instructions illustrées sur le fonctionnement, l'entretien préventif, l'entretien de l'utilisateur et la sécurité. Le manuel peut être dans le format de l'entrepreneur ou dans un format commercial.

5.5 Guide de référence rapide

Chaque système de remplacement des GLPS doit être accompagné d'un guide de référence rapide bilingue, anglais et français, qui contient les instructions de base nécessaires à son utilisation. Il doit être imprimé sur un support résistant aux intempéries. Une version numérique en format PDF interrogeable doit être fournie à l'AT du MDN au plus tard 120 jours après l'attribution du contrat.

5.6 Capacité de communication numérique.

L'entrepreneur doit fournir un document de contrôle des interfaces (ICD) qui décrit les paramètres de toutes les capacités de communication numérique offertes. Ce document doit être livré à l'AT du MDN au plus tard 90 jours après l'attribution du contrat.

5.7 Cours pour les opérateurs

L'entrepreneur doit proposer un cours pour les opérateurs, d'au plus trois (3) jours, pour la « formation des formateurs », à offrir à l'École de l'Artillerie royale canadienne, de la Base des Forces canadiennes Gagetown, au Nouveau-Brunswick (Canada), pour un total de dix (10) stagiaires. Un aperçu préliminaire de ce cours doit être inclus dans la proposition technique.

Un aperçu du cours proposé qui précise les principaux points d'enseignement, l'attribution du temps, les documents de référence et les ressources nécessaires doit être présenté au MDN aux fins d'approbation au plus tard soixante (60) jours après l'attribution du contrat.

Le cours doit comporter des périodes théoriques en classe et des périodes d'exercices pratiques sur le terrain. Tout le matériel d'instruction doit être fourni dans les deux langues officielles (anglais et français). Une copie du matériel didactique pour le système de remplacement des GLPS/T-16 doit être remise à chaque stagiaire, et une copie doit être fournie à l'AT du MDN. Un exemplaire électronique (en format Microsoft Word et/ou PowerPoint) du matériel d'instruction à l'intention de l'instructeur doit être donné à l'AT du MDN à la fin du cours.

L'entrepreneur doit donner le cours au moment convenu par les parties dans les soixante (60) jours suivant la première livraison des équipements de remplacement.

5.8 Documents relatifs aux risques liés aux lasers

L'entrepreneur doit fournir à l'AT du MDN une évaluation détaillée des risques liés aux lasers dans les trente (30) jours suivant l'attribution du contrat.

Cette évaluation doit, au minimum, détailler les caractéristiques de fonctionnement de la distance oculaire critique nominale (DOCN), de la distance oculaire critique nominale étendue (DOCNE), de l'exposition maximale admissible (EMA) et de tout autre risque lié aux lasers ainsi que les mesures préventives aux fins de formation et d'utilisation. Les calculs doivent correspondre à la norme ANSI sur la protection laser.

L'entrepreneur doit assister le Centre de sécurité de la Force aérienne et le Bureau de sécurité laser de la Défense nationale à la validation du laser. Le soutien en question devrait être sous forme de documents techniques.

ANNEXE A, APPENDICE 1 – SPÉCIFICATIONS

1 GÉNÉRALITÉS

La présente spécification décrit le rendement et les caractéristiques techniques attendus pour le système de remplacement du GLPS et l'équipement remplaçant le théodolite T-16/télémètre laser DI-1000.

2 BESOINS EN ÉQUIPEMENT

2.1 Exigences relatives au rendement

- 2.1.1 Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit fournir au personnel des FAC la capacité d'orienter et de fixer les unités d'artillerie de campagne avec des précisions indiquées dans le STANAG 2934 ou davantage.
- 2.1.2 Le gyroscope d'azimut doit déterminer automatiquement les azimuts grilles par rapport au nord géographique.
- 2.1.3 Les dimensions du système de remplacement des GLPS/T-16 doivent permettre de le ranger dans les coffres ou compartiments standards des véhicules.
- 2.1.4 Le système de remplacement des GLPS/T-16 ne doit pas nuire à l'équilibre ou au fonctionnement de l'un ou l'autre des systèmes rattachés.
- 2.1.5 Le gyroscope d'azimut et le théodolite électronique doivent être intégrés au télémètre laser, à la source d'alimentation, à la mire à voyant éclairant et au système de contrôle et d'affichage des données du microprocesseur sans utiliser de fils ou de câbles externes.
- 2.1.6 Le théodolite électronique doit être un instrument électronique de mesure horizontale et verticale.
- 2.1.7 Le réticule doit être pourvu d'un éclairage à intensité réglable et il doit pouvoir être utilisé avec les jalons stadia d'arpentage en service.
- 2.1.8 Le télémètre laser doit utiliser un laser de classe 1.
- 2.1.9 Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit utiliser le DAGR (GPS) en service pour les données de fixation par le biais d'un port RS 232 ou similaire et monté sur le trépied à l'aide d'un support fourni par le fabricant.
- 2.1.10 Le trépied doit être robuste et de type télescopique pliable avec des dispositions pour le montage du système de remplacement des GLPS/T-16 et du DAGR séparément.
- 2.1.11 La source d'alimentation de chacun des composants du système de remplacement des GLPS/T-16 doit être une batterie en service au MDN ou une batterie offerte sur le marché.
- 2.1.12 La batterie doit être construite de manière à ce que la ventilation ou la fuite de celle-ci n'endommage pas les autres composants du système de remplacement du GLPS.
- 2.1.13 La batterie doit être fixée au système de remplacement des GLPS/T-16 sans utiliser de fils ou de câbles externes.

- 2.1.14 La batterie doit être en mesure d'effectuer au moins 20 déploiements « sur une seule charge » ou « sans nécessiter de recharge ».
- 2.1.15 Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit fonctionner en utilisant une source d'alimentation d'un véhicule de modèle militaire normalisé (MMN) par l'entremise d'un adaptateur de véhicule MMN comme source d'alimentation de secours ou par temps froid.
- 2.1.16 La mire à voyant éclairant doit être adaptée à l'axe vertical du système de remplacement des GLPS/T-16 sans l'utilisation de fils ou de câbles externes.
- 2.1.17 La mire à voyant éclairant doit produire des lumières de différentes couleurs (blanc et rouge) à une intensité réglable pour le déploiement de multiples batteries et qui peuvent être vues à travers le viseur panoramique d'un obusier à des distances allant jusqu'à 400 mètres dans l'obscurité, sous bonne visibilité.
- 2.1.18 Le système de remplacement des GLPS/T-16 ne doit pas nécessiter de préalignement.
- 2.1.19 L'utilisation du système de remplacement des GLPS/T-16 ne doit pas entraîner de quelconques préoccupations supplémentaires en matière de santé et de sécurité.

2.2 Environnements opérationnels

- 2.2.1 Le système doit pouvoir être utilisé dans un environnement de béton durci, à l'intérieur et en terrain urbain densément peuplé.
- 2.2.2 Le système doit être renforcé conformément à la norme MIL-STD-810G, 2^e modification.
- 2.2.3 Le système doit pouvoir être utilisé dans un environnement magnétiquement chargé conformément à la norme MIL-STD-461F.
- 2.2.4 Le système doit être protégé contre les cyberattaques.
- 2.2.5 Les valises de transport doivent protéger le système de remplacement des GLPS/T-16 contre les conditions environnementales A2, A3, C1, C2 et C3 décrites dans les STANAG 4370/AECTP-100/200/230 et le transport en véhicule selon les MMN.

2.3 Caractéristiques de rendement

- 2.3.1 Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit pouvoir être mis en place pour fonctionner en quatre (4) minutes ou moins. La mise en place dans un froid extrême ou dans un environnement nucléaire, biologique et chimique (NBC) (utilisateur en protection optimale selon la mission [POSM] de niveau 4) ne doit pas dépasser dix (10) minutes.
- 2.3.2 Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit déterminer la position et le relèvement du premier obusier dans les trois (3) minutes suivant la mise en place et l'activation du gyroscope et ne pas nécessiter plus d'une (1) minute supplémentaire pour déterminer la position et le relèvement des prochains obusiers.
- 2.3.3 Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit orienter les obusiers avec une précision de 17,5 mètres d'écart circulaire probable (ECP) à l'horizontale après un positionnement automatique basé sur les données du DAGR, les coordonnées obtenues à partir d'une visée sur un point de contrôle visible connu ou les coordonnées entrées manuellement à partir d'une position connue.

-
- 2.3.4 Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit s'autolocaliser avec une précision de 10,0 mètres ECP à l'horizontale par les méthodes ci-dessus.
- 2.3.5 Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit fournir une autolocalisation d'une précision de 10,0 mètres ECP à l'horizontale par l'utilisation de méthodes d'intersection ou de résection si un signal GPS n'est pas disponible.
- 2.3.6 Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit positionner les obusiers avec une précision de 10,0 mètres d'erreur probable (EP) verticale après un positionnement automatique en utilisant l'altitude fournie par le DAGR, ou obtenue par un tracé polaire arrière ou une entrée manuelle à partir d'une position connue.
- 2.3.7 Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit positionner les obusiers avec une précision de 10,0 mètres d'erreur probable (EP) verticale après un positionnement automatique en utilisant les méthodes d'intersection ou de résection.
- 2.3.8 Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit fournir les azimuts grilles et incorporer le centre de l'arc (C de l'A) dans les relèvements du système de remplacement aux obusiers, précision de +/- 1,0 et mil d'erreur probable (EP à 50 %) jusqu'à 65° de latitude nord-sud et +/- 20 m de fixation.
- 2.3.9 Le télémètre laser doit déterminer des portées entre 50 et 1 500 m avec une précision de +/- 2 m, et avec une précision de +/- 5 m pour les portées de moins de 50 m et de plus de 1 500 m. Les présentes spécifications doivent être obtenues sans l'utilisation de réflecteurs ou de prismes.
- 2.3.10 Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit avoir une probabilité de fonctionnement de 99,0 %.
- 2.3.11 Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit avoir une durée de vie utile d'au moins quinze (15) ans.
- 2.3.12 Le système de remplacement des GLPS/T-16 devrait avoir une durée de vie utile d'au moins vingt (20) ans.
- 2.3.13 Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit posséder un mécanisme de mise au point aux axes vertical et horizontal pour permettre un ajustement précis de l'orientation et de l'élévation du viseur.

2.4 Exigences relatives à l'interface

- 2.4.1 Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit collecter, calculer et afficher l'angle horizontal, l'angle vertical, la distance de la pente, l'azimut grille, le relèvement des canons (avec et sans C de l'A incorporé), les coordonnées et l'élévation du système de remplacement et les coordonnées et l'élévation de l'obusier.
- 2.4.2 Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit avoir suffisamment de mémoire pour enregistrer toutes les constantes du GLPS/T-16 et les paramètres de fonctionnement pour inclure huit blocs de données pour les mires, les emplacements des obusiers, les stations d'orientation et les cibles.
- 2.4.3 Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit posséder l'option d'arpentage pour les obusiers (devant la position des obusiers) et les mortiers (à l'arrière de la position des mortiers).

- 2.4.4 Le système doit être doté de menus, de commandes et d'interfaces utilisateur accessibles à l'opérateur.
- 2.4.5 Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit fournir des données d'orientation qui indiquent à l'utilisateur où se trouve le nord géographique.
- 2.4.6 Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit fournir des indications sur la précision de l'azimut et afficher l'intervalle de confiance pour l'utilisateur.

2.5 Conception et construction

- 2.5.1 En ce qui concerne le poids, chaque composant individuel du système de remplacement des GLPS/T-16 doit pouvoir être transporté par une seule personne une fois dans sa valise de transport. Le poids maximal que peut soulever et transporter une personne est de 25 kg. Le nombre de valises ne peut dépasser 2.
- 2.5.2 Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit fonctionner tel qu'il est spécifié après avoir subi des niveaux de vibrations normales associées au transport à l'intérieur d'un véhicule blindé de transport de troupes (VBTT) lorsqu'il est arrimé en tant que cargaison fixe ou en tant que cargaison libre.
- 2.5.3 Les valises de transport doivent contenir tous les composants, pièces, matériels, fournitures, outils et autres articles nécessaires à l'exécution des tâches précisées, y compris le DAGR et le trépied.
- 2.5.4 Les valises de transport doivent être pourvues d'une soupape de surpression intégrée et elles doivent être équipées de poignées de transport pour une ou deux personnes.
- 2.5.5 Les valises de transports doivent être fabriquées de manière à pouvoir être décontaminées en utilisant les procédures et les produits de décontamination standards de l'armée.
- 2.5.6 Le système doit résister à la dégradation causée par des éclaboussures de faibles doses (10 ml) de produits chimiques et de corps étrangers conformément à la norme MIL-STD-810G.
- 2.5.7 Le système doit être de nature modulaire, permettant à l'utilisateur de choisir l'équipement attaché comme charge utile.
- 2.5.8 Le système doit être équipé de manière à pouvoir être alimenté par des sources externes 110/120 VCA, 220/240 VCA, 12 VCC et 24 VCC.

2.6 Exigences environnementales

- 2.6.1 Le système doit avoir été testé conformément à la norme MIL-STD-810G ou à une norme équivalente pour les conditions environnementales suivantes :
 - a) le système de remplacement des GLPS/T-16 doit fonctionner dans les climats de A2 à A3 et de C1 à C3 décrits dans les STANAG 4370/AECTP-100/200/230;
 - b) le système de remplacement des GLPS/T-16 doit être à l'épreuve de l'eau conformément aux exigences de l'AECTP-230;
 - c) température élevée, utilisation – le système doit respecter les caractéristiques de rendement énoncées au présent document à une température maximale de +49 °C;
 - d) basse température, utilisation – le système doit respecter les caractéristiques de rendement énoncées au présent document à une température minimum de -32 °C;

-
- e) température élevée, entreposage – dans la plage de température de fonctionnement, le système doit respecter les caractéristiques de rendement énoncées au présent document après un entreposage à une température maximale de +71 °C;
 - f) basse température, entreposage – dans la plage de température de fonctionnement, le système doit respecter les caractéristiques de rendement énoncées au présent document après un entreposage à une température minimale de -46 °C;
 - g) autres conditions environnementales – le système doit aussi avoir subi des tests, et les résultats de ces tests doivent être fournis pour les conditions suivantes : immersion, vibration, choc, sable, poussière et humidité, pour montrer l'absence de dégradation des caractéristiques de rendement énoncées au présent document.

3 GLOSSAIRE DE LA TERMINOLOGIE DE VÉRIFICATION

Analyse	L'analyse est une méthode de vérification qui consiste à utiliser des évaluations techniques ou des modèles mathématiques, des simulations, des algorithmes, des calculs, des graphiques, des données représentatives ou d'autres procédures ou principes scientifiques bien établis pour prouver que le produit offert satisfait aux exigences énoncées.
Démonstration	La démonstration est un type de vérification qui consiste à utiliser, régler ou reconfigurer une pièce d'équipement utilisée aux fins pour lesquelles elle a été conçue et selon des mises en situation précises, et ce, dans le but de prouver par l'observation qu'elle satisfait aux exigences. La démonstration peut nécessiter certains calculs quantitatifs simples tels que le temps requis pour exécuter des tâches ou prendre des dimensions.
Énoncé de conformité (EC)	Attestation du fournisseur indiquant que les exigences sont respectées.
Essai	L'essai est un élément de vérification qui consiste à déterminer par des moyens techniques les propriétés ou les éléments mesurables des articles, y compris leur fonctionnement opérationnel, et l'application des principes et des procédures scientifiques établis afin de fournir une preuve par la collecte, l'analyse et l'évaluation des données quantitatives que les exigences énoncées sont respectées.
Inspection	L'inspection est une méthode de vérification qui consiste à étudier ou à examiner une pièce d'équipement sans utiliser de procédures ni de matériel de laboratoire spéciaux dans le but de déterminer la conformité de la pièce aux exigences qui peuvent faire l'objet de ce type d'évaluation. L'inspection est généralement non destructive et fait habituellement appel aux sens (vue, ouïe, odorat ou toucher) ainsi qu'à de simples manipulations physiques, à des instruments de mesure et à des jauges mécaniques et électriques, de même qu'à d'autres formes d'examen.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8486-228557/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8486-228557

Amd. No. - N° de la modif

File No. - N° du dossier
040bm.W8486-228557

Buyer ID - Id de l'acheteur

040bm

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

3.1 Matrice de vérification des exigences

Désignation	Paragr.	Exigence	Méthode de vérification attendue
Exigences de rendement	Paragr. 2.1.1 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit fournir au personnel des FAC la capacité d'orienter et de fixer les unités d'artillerie de campagne avec des précisions indiquées dans le STANAG 2934 ou davantage.	Démonstration
Exigences de rendement	Paragr. 2.1.2 de l'EDT	Le gyroscope d'azimut doit déterminer automatiquement les azimuts grilles par rapport au nord géographique.	Énoncé de conformité
Exigences de rendement	Paragr. 2.1.3 de l'EDT	Les dimensions du système de remplacement des GLPS/T-16 doivent permettre de le ranger dans les coffres ou compartiments standards des véhicules.	Démonstration
Exigences de rendement	Paragr. 2.1.4 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 ne doit pas nuire à l'équilibre ou au fonctionnement de l'un ou l'autre des systèmes rattachés.	Énoncé de conformité
Exigences de rendement	Paragr. 2.1.5 de l'EDT	Le gyroscope d'azimut et le théodolite électronique doivent être intégrés au télémètre laser, à la source d'alimentation, à la mire à voyant éclairant et au système de contrôle et d'affichage des données du microprocesseur sans utiliser de fils ou de câbles externes.	Démonstration
Exigences de rendement	Paragr. 2.1.6 de l'EDT	Le théodolite électronique doit être un instrument électronique de mesure horizontale et verticale.	Énoncé de conformité

Désignation	Paragr.	Exigence	Méthode de vérification attendue
Exigences de rendement	Paragr. 2.1.7 de l'EDT	Le réticule doit être pourvu d'un éclairage à intensité réglable et il doit pouvoir être utilisé avec les jalons stadia d'arpentage en service.	Essai
Exigences de rendement	Paragr. 2.1.8 de l'EDT	Le télémètre laser doit utiliser un laser de classe 1.	Énoncé de conformité
Exigences de rendement	Paragr. 2.1.9 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit utiliser le DAGR (GPS) en service pour les données de fixation par le biais d'un port RS 232 ou similaire et monté sur le trépied à l'aide d'un support fourni par le fabricant.	Essai
Exigences de rendement	Paragr. 2.1.10 de l'EDT	Le trépied doit être robuste et de type télescopique pliable avec des dispositions pour le montage du système de remplacement des GLPS/T-16 et du DAGR séparément.	Démonstration
Exigences de rendement	Paragr. 2.1.11 de l'EDT	La source d'alimentation de chacun des composants du système de remplacement des GLPS/T-16 doit être une batterie en service au MDN ou une batterie offerte sur le marché.	Énoncé de conformité
Exigences de rendement	Paragr. 2.1.12 de l'EDT	La batterie doit être construite de manière à ce que la ventilation ou la fuite de la batterie n'endommage pas les autres composants du remplacement du GLPS.	Énoncé de conformité
Exigences de rendement	Paragr. 2.1.13 de l'EDT	La batterie doit être fixée au remplacement du GLPS/T-16 sans utiliser de fils ou de câbles externes.	Démonstration

Désignation	Paragr.	Exigence	Méthode de vérification attendue
Exigences de rendement	Paragr. 2.1.14 de l'EDT	La batterie doit être capable d'effectuer au moins 20 déploiements « sur une seule charge » ou « sans nécessiter de recharge ».	Démonstration
Exigences de rendement	Paragr. 2.1.15 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit fonctionner en utilisant une source d'alimentation d'un véhicule de modèle militaire normalisé (MMN) par l'entremise d'un adaptateur de véhicule MMN comme secours ou par temps froid.	Démonstration
Exigences de rendement	Paragr. 2.1.16 de l'EDT	La mire à voyant éclairant doit être adaptée à l'axe vertical du système de remplacement des GLPS/T-16 sans l'utilisation de fils ou de câbles externes.	Démonstration
Exigences de rendement	Paragr. 2.1.17 de l'EDT	La mire à voyant éclairant doit produire des lumières de différentes couleurs (blanc et rouge) à une intensité réglable pour le déploiement de multiples batteries et qui peuvent être vues à travers le viseur panoramique d'un obusier à des distances allant jusqu'à 400 mètres dans l'obscurité, sous bonne visibilité.	Démonstration
Exigences de rendement	Paragr. 2.1.18 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 ne doit pas nécessiter de réaligement.	Démonstration
Exigences de rendement	Paragr. 2.1.19 de l'EDT	L'utilisation du système de remplacement des GLPS/T-16 ne doit pas entraîner de quelconques préoccupations supplémentaires en matière de santé et de sécurité.	Énoncé de conformité

Désignation	Paragr.	Exigence	Méthode de vérification attendue
Environnement opérationnel	Paragr. 2.2.1 de l'EDT	Le système doit pouvoir être utilisé dans un environnement de béton durci, à l'intérieur et en terrain urbain densément peuplé.	Énoncé de conformité
Environnements opérationnels	Paragr. 2.2.2 de l'EDT	Le système doit être renforcé conformément à la norme MIL-STD-810G, 2e modification.	Énoncé de conformité
Environnements opérationnels	Paragr. 2.2.3 de l'EDT	Le système doit pouvoir être utilisé dans un environnement magnétiquement chargé conformément à la norme MIL-STD-461F.	Énoncé de conformité
Environnements opérationnels	Paragr. 2.2.4 de l'EDT	Le système doit être protégé contre les cyberattaques.	Énoncé de conformité
Environnements opérationnels	Paragr. 2.2.5 de l'EDT	Les valises de transport doivent protéger le système de remplacement des GLPS/T-16 contre les conditions environnementales A2, A3, C1, C2 et C3 décrites dans les STANAG 4370/AECTP-100/200/230 et le transport en véhicule selon les modèles militaires normalisés (MMN).	Énoncé de conformité

Désignation	Paragr.	Exigence	Méthode de vérification attendue
Caractéristiques de rendement	Paragr. 2.3.1 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit pouvoir être mis en place pour fonctionner en quatre (4) minutes ou moins. La mise en place dans un froid extrême ou dans un environnement nucléaire, biologique et chimique (NBC) (utilisateur en protection optimale selon la mission [POSM] de niveau 4) ne doit pas dépasser dix (10) minutes, prêt à fonctionner en quatre (4) minutes ou moins. La mise en place dans un froid extrême ou dans un environnement nucléaire, biologique et chimique (NBC) (utilisateur en protection optimale selon la mission [POSM] de niveau 4) ne doit pas dépasser dix (10) minutes.	Essai
Caractéristiques de rendement	Paragr. 2.3.2 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit déterminer la position et le relèvement du premier obusier dans les trois (3) minutes suivant la mise en place et l'activation du gyroscope et ne pas nécessiter plus d'une (1) minute supplémentaire pour déterminer la position et le relèvement des prochains obusiers.	Essai
Caractéristiques de rendement	Paragr. 2.3.3 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit orienter les obusiers avec une précision de 17,5 mètres d'écart circulaire probable (ECP) à l'horizontale après un positionnement automatique basé sur les données du DAGR, les coordonnées obtenues à partir d'une visée sur un point de contrôle visible connu ou les coordonnées entrées manuellement à partir d'une position connue.	Essai

Désignation	Paragr.	Exigence	Méthode de vérification attendue
Caractéristiques de rendement	Paragr. 2.3.4 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit s'autocaliser avec une précision de 10,0 mètres ECP à l'horizontale par les méthodes ci-dessus.	Essai
Caractéristiques de rendement	Paragr. 2.3.5 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit fournir une autocalisation d'une précision de 10,0 mètres ECP à l'horizontale par l'utilisation de méthodes d'intersection ou de résection si un signal GPS n'est pas disponible.	Essai
Caractéristiques de rendement	Paragr. 2.3.6 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit positionner les obusiers avec une précision de 10,0 mètres d'erreur probable (EP) verticale après un positionnement automatique en utilisant l'altitude fournie par le DAGR, ou obtenue par un tracé polaire arrière ou une entrée manuelle à partir d'une position connue.	Essai
Caractéristiques de rendement	Paragr. 2.3.7 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit positionner les obusiers avec une précision de 10,0 mètres d'erreur probable (EP) verticale après un positionnement automatique en utilisant les méthodes d'intersection ou de résection.	Essai
Caractéristiques de rendement	Paragr. 2.3.8 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit fournir les azimuts grilles et incorporer le centre de l'arc (C de l'A) dans les relèvements du système de remplacement aux obusiers, précision de +/- 1,0 et mil d'erreur probable (EP à 50 %) jusqu'à 65° de latitude nord-sud et +/- 20 m de fixation.	Essai

Désignation	Paragr.	Exigence	Méthode de vérification attendue
Caractéristiques de rendement	Paragr. 2.3.9 de l'EDT	Le télémètre laser doit déterminer des portées entre 50 et 1 500 m avec une précision de +/- 2 m, et avec une précision de +/- 5 m pour les portées de moins de 50 m et de plus de 1 500 m. Les présentes spécifications doivent être obtenues sans l'utilisation de réflecteurs ou de prismes.	Énoncé de conformité
Caractéristiques de rendement	Paragr. 2.3.10 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit avoir une probabilité de fonctionnement de 99,0 %.	Énoncé de conformité
Caractéristiques de rendement	Paragr. 2.3.11 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit avoir une durée de vie utile d'au moins quinze (15) ans.	Énoncé de conformité
Caractéristiques de rendement	Paragr. 2.3.12 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 devrait avoir une durée de vie utile d'au moins vingt (20) ans.	Énoncé de conformité
Caractéristiques de rendement	Paragr. 2.3.13 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit posséder un mécanisme de mise au point aux axes vertical et horizontal pour permettre un ajustement précis de l'orientation et de l'élévation de viseur.	Énoncé de conformité
Exigences relatives à l'interface	Paragr. 2.4.1 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit collecter, calculer et afficher l'angle horizontal, l'angle vertical, la distance de la pente, l'azimut grille, le relèvement des canons (avec et sans C de l'A incorporé), les coordonnées et l'élévation du remplacement du GLPS/T-16 et les coordonnées et l'élévation de l'obusier.	Démonstration

Désignation	Paragr.	Exigence	Méthode de vérification attendue
Exigences relatives à l'interface	Paragr. 2.4.2 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit avoir suffisamment de mémoire pour enregistrer toutes les constantes du GLPS/T-16 et les paramètres de fonctionnement pour inclure huit blocs de données pour les mires, les emplacements des obusiers, les stations d'orientation et les cibles.	Démonstration
Exigences relatives à l'interface	Paragr. 2.4.3 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit posséder l'option d'arpentage pour les obusiers (devant la position des obusiers) et les mortiers (à l'arrière de la position des mortiers).	Démonstration
Exigences relatives à l'interface	Paragr. 2.4.4 de l'EDT	Le système doit être doté de menus, de commandes et d'interfaces utilisateur accessibles à l'opérateur.	Analyse
Exigences relatives à l'interface	Paragr. 2.4.5 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit fournir des données d'orientation qui indiquent à l'utilisateur où se trouve le nord géographique.	Énoncé de conformité
Exigences relatives à l'interface	Paragr. 2.4.6 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit fournir des indications sur la précision de l'azimut et afficher l'intervalle de confiance pour l'utilisateur.	Énoncé de conformité
Conception et construction	Paragr. 2.5.1 de l'EDT	En ce qui concerne le poids, chaque composant individuel du système de remplacement des GLPS/T-16 doit pouvoir être transporté par une seule personne une fois dans sa valise de transport. Le poids maximal que peut soulever et transporter une personne est de 25 kg. Le nombre de valises ne peut dépasser 2.	Énoncé de conformité

Désignation	Paragr.	Exigence	Méthode de vérification attendue
Conception et construction	Paragr. 2.5.2 de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit fonctionner tel qu'il est spécifié après avoir subi des niveaux de vibrations normales associées au transport à l'intérieur d'un véhicule blindé de transport de troupes (VBTT) lorsqu'il est arrimé en tant que cargaison fixe ou en tant que cargaison libre.	Énoncé de conformité
Conception et construction	Paragr. 2.5.3 de l'EDT	Les valises de transport doivent contenir tous les composants, pièces, matériels, fournitures, outils et autres articles nécessaires à l'exécution des tâches précisées, y compris le DAGR et le trépid.	Énoncé de conformité
Conception et construction	Paragr. 2.5.4 de l'EDT	Les valises de transport doivent être pourvues d'une soupape de surpression intégrée et elles doivent être équipées de poignées de transport pour une ou deux personnes.	Inspection
Conception et construction	Paragr. 2.5.5 de l'EDT	Les valises de transports doivent être fabriquées de manière à pouvoir être décontaminées en utilisant les procédures et les produits de décontamination standards de l'armée.	Énoncé de conformité
Conception et construction	Paragr. 2.5.6 de l'EDT	Le système doit résister à la dégradation causée par des éclaboussures de faibles doses (10 ml) de produits chimiques et de corps étrangers conformément à la norme MIL-STD-810G.	Énoncé de conformité
Conception et construction	Paragr. 2.5.7 de l'EDT	Le système doit être de nature modulaire, permettant à l'utilisateur de choisir l'équipement attaché comme charge utile.	Énoncé de conformité

Désignation	Paragr.	Exigence	Méthode de vérification attendue
Conception et construction	Paragr. 2.5.8 de l'EDT	Le système doit être équipé de manière à pouvoir être alimenté par des sources externes 110/120 VCA, 220/240 VCA, 12 VCC et 24 VCC.	Énoncé de conformité
Exigences environnementales	Alinéa 2.6.1 a) de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit fonctionner dans les climats de A2 à A3 et de C1 à C3 décrits dans les STANAG 4370/AECTP-100/200/230.	Énoncé de conformité
Exigences environnementales	Alinéa 2.6.1 b) de l'EDT	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit être à l'épreuve de l'eau conformément aux exigences de l'AECTP-230.	Énoncé de conformité
Exigences environnementales	Alinéa 2.6.1 c) de l'EDT	Température élevée, utilisation – le système doit respecter les caractéristiques de rendement énoncées au présent document à une température maximale de +49 °C.	Énoncé de conformité
Exigences environnementales	Alinéa 2.6.1 d) de l'EDT	Basse température, utilisation – le système doit respecter les caractéristiques de rendement énoncées au présent document à une température minimum de -32 °C.	Énoncé de conformité
Exigences environnementales	Alinéa 2.6.1 e) de l'EDT	Température élevée, entreposage – dans la plage de température de fonctionnement, le système doit respecter les caractéristiques de rendement énoncées au présent document après un entreposage à une température maximale de +71 °C.	Énoncé de conformité

Désignation	Paragr.	Exigence	Méthode de vérification attendue
Exigences environnementales	Alinéa 2.6.1 f) de l'EDT	Basse température, entreposage – dans la plage de température de fonctionnement, le système doit respecter les caractéristiques de rendement énoncées au présent document après un entreposage à une température minimale de -46 °C.	Énoncé de conformité
Exigences environnementales	Alinéa 2.6.1 g) de l'EDT	Autres conditions environnementales – le système doit aussi avoir subi des tests, et les résultats de ces tests doivent être fournis pour les conditions suivantes : immersion, vibration, choc, sable, poussière et humidité, pour montrer l'absence de dégradation des caractéristiques de rendement énoncées au présent document.	Énoncé de conformité

ANNEXE B – BASE DE PAIEMENT

1. Base de paiement

1.1. Pour la livraison et l'acceptation de l'équipement défini dans le présent contrat, l'entrepreneur sera payé en fonction de prix fermes, en dollars canadiens, aux destinations énumérées dans le contrat, la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée en sus, les droits de douane et les taxes d'accises exclus, le cas échéant. Les prix comprennent les frais de déplacement et les frais de subsistance.

1.2. Les prix fermes fixes sont payés de la manière suivante :

Composants	Quantité	Prix unitaire (À remplir par le soumissionnaire)	Livraison (À remplir par le soumissionnaire)
Station électronique comprenant : 1. Théodolite 2. Gyroscope d'azimut 3. Télémètre laser 4. Mire à voyant éclairant 5. Compatibilité avec le DAGR	95	\$ _____. ____	_____
Trépied extrarobuste	95	\$ _____. ____	_____
Source d'énergie de rechange	95	\$ _____. ____	_____
Valises de transport	95	\$ _____. ____	_____

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8486-228557/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8486-228557

Amd. No. - N° de la modif

File No. - N° du dossier

040bm.W8486-228557

Buyer ID - Id de l'acheteur

040bm

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE C – MATRICE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

1. Matrice d'évaluation

Avec leur soumission, les soumissionnaires doivent remplir et soumettre l'appendice 1 de l'annexe C – Matrice de conformité de l'évaluation.

Les colonnes suivantes sont remplies et fournies par le Canada et expliquées comme suit :

Colonne A – Élément : numéro d'identification propre à chaque critère évalué.

Colonne B – Référence à l'EDT : indique à quel endroit de l'annexe A – Énoncé des travaux le besoin est décrit et détaillé (le cas échéant).

Colonne C – Spécification : explique sous forme de texte en quoi consiste le besoin évalué.

Dans la matrice de conformité de l'évaluation, les soumissionnaires doivent fournir des renseignements dans les colonnes suivantes :

Colonne D – Réponse des soumissionnaires : pour chaque exigence, les soumissionnaires doivent déclarer leur conformité (conforme ou non conforme) à l'exigence particulière. Toutes les exigences obligatoires devraient être satisfaites.

Colonne E – Commentaires du soumissionnaire : le soumissionnaire doit fournir un bref commentaire sur la façon dont sa solution ou sa soumission répond aux exigences individuelles.

Colonne F – Référence du dossier d'appel d'offres : les soumissionnaires doivent indiquer exactement où se trouvent la justification et la démonstration de la conformité/note de la réponse dans leur dossier.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8486-228557/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8486-228557

Amd. No. - N° de la modif

File No. - N° du dossier
040bm. W8486-228557

Buyer ID - Id de l'acheteur
040bm
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE C – APPENDICE 1 – MATRICE DE CONFORMITÉ DE L'ÉVALUATION

1.1 Dans leur proposition, les soumissionnaires doivent clairement démontrer de quelle façon ils satisfont à chacune des exigences énumérées au tableau ci-dessous.

Colonne A ÉLÉMENT	Colonne B RENOI DANS L'EDT	Colonne C SPÉCIFICATION	Colonne D RÉPONSE DU SOUSSIONNAIRE (Conforme/non conforme) (A remplir par le soumissionnaire)	Colonne E COMMENTAIRES DU SOUSSIONNAIRE (A remplir par le soumissionnaire)	Colonne F RENOI AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES (A remplir par le soumissionnaire)
Exigences du système					
O1	Annexe A, appendice 1, 2.1.8	Le télémètre laser doit utiliser un laser de classe 1.			
O2	Annexe A, appendice 1, 2.1.11	La source d'alimentation de chacun des composants du système de remplacement des GLPS/T-16 doit être une batterie en service au MDN ou une batterie offerte sur le marché.			
O3	Annexe A, appendice 1, 2.1.12	La batterie doit être construite de manière à ce que la ventilation ou la fuite de la batterie n'endommage pas les autres composants du remplacement du GLPS.			
O4	Annexe A, appendice 1, 2.1.13	La batterie doit être fixée au remplacement du GLPS/T-16 sans utiliser de fils ou de câbles externes.			
O5	Annexe A, appendice 1, 2.1.14	La batterie doit être capable d'effectuer au moins 20 déploiements « sur une seule charge » ou « sans nécessiter de recharge ».			

Colonne A ÉLÉMENT	Colonne B RENOI DANS L'EDT	Colonne C SPÉCIFICATION	Colonne D RÉPONSE DU SOUSSIONNAIRE (Conforme/non conforme) (À remplir par le soumissionnaire)	Colonne E COMMENTAIRES DU SOUSSIONNAIRE (À remplir par le soumissionnaire)	Colonne F RENOI AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES (À remplir par le soumissionnaire)
Environnements opérationnels					
O6	Annexe A, appendice 1, 2.2.1	Le système doit pouvoir être utilisé dans un environnement de béton durci, à l'intérieur et en terrain urbain densément peuplé.			
O7	Annexe A, appendice 1, 2.2.2	Le système doit être renforcé conformément à la norme MIL-STD-810G, 2 ^e modification.			
O8	Annexe A, appendice 1, 2.2.3	Le système doit pouvoir être utilisé dans un environnement magnétiquement chargé conformément à la norme MIL-STD-461F.			
O9	Annexe A, appendice 1, 2.2.5	Les valises de transport doivent protéger le système de remplacement des GLPS/T-16 contre les conditions environnementales A2, A3, C1, C2 et C3 décrites dans les STANAG 4370/AECTP-100/200/230 et le transport en véhicule selon les modèles militaires normalisés (MMN).			
Caractéristiques de rendement					
O10	Annexe A, appendice 1, 2.3.1	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit être en mesure d'être mis en place pour fonctionner en quatre (4) minutes ou moins. La mise en place dans un froid extrême ou dans un environnement nucléaire, biologique et chimique (NBC) (utilisateur en protection optimale selon la mission [POSM] de niveau 4) ne doit pas dépasser dix (10) minutes.			

Colonne A ÉLÉMENT	Colonne B RENOI DANS L'EDT	Colonne C SPÉCIFICATION	Colonne D RÉPONSE DU SOUSSIONNAIRE (Conforme/non conforme) (À remplir par le soumissionnaire)	Colonne E COMMENTAIRES DU SOUSSIONNAIRE (À remplir par le soumissionnaire)	Colonne F RENOI AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES (À remplir par le soumissionnaire)
O11	Annexe A, appendice 1, 2.3.2	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit déterminer la position et le relèvement du premier obusier dans les trois (3) minutes suivant la mise en place et l'activation du gyroscope et ne pas nécessiter plus d'une (1) minute supplémentaire pour déterminer la position et le relèvement des prochains obusiers.			
O12	Annexe A, appendice 1, 2.3.3	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit orienter les obusiers avec une précision de 17,5 mètres d'écart circulaire probable (ECP) à l'horizontale après un positionnement automatique basé sur les données du DAGR, les coordonnées obtenues à partir d'une visée sur un point de contrôle visible connu ou les coordonnées entrées manuellement à partir d'une position connue.			
O13	Annexe A, appendice 1, 2.3.4	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit être en mesure de s'autocaliser avec une précision de 10,0 mètres ECP à l'horizontale par les méthodes ci-dessus.			
O14	Annexe A, appendice 1, 2.3.6	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit positionner les obusiers avec une précision de 10,0 mètres d'erreur probable (EP) verticale après un positionnement automatique en utilisant l'altitude fournie par le DAGR, ou obtenue par un tracé polaire arrière ou une entrée manuelle à partir d'une position connue.			

Colonne A ÉLÉMENT	Colonne B RENOI DANS L'EDT	Colonne C SPÉCIFICATION	Colonne D RÉPONSE DU SOUSSIONNAIRE (Conforme/non conforme) (À remplir par le soumissionnaire)	Colonne E COMMENTAIRES DU SOUSSIONNAIRE (À remplir par le soumissionnaire)	Colonne F RENOI AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES (À remplir par le soumissionnaire)
O15	Annexe A, appendice 1, 2.3.8	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit être en mesure de fournir les azimuts grilles et d'incorporer le centre de l'arc (C de l'A) dans les relèvements du système de remplacement aux obusiers, précision de +/- 1,0 et mil d'erreur probable (EP à 50 %) jusqu'à 65° de latitude nord-sud et +/- 20 m de fixation.			
O16	Annexe A, appendice 1, 2.3.9	Le télémètre laser doit déterminer des portées entre 50 et 1 500 m avec une précision de +/- 2 m, et avec une précision de +/- 5 m pour les portées de moins de 50 m et de plus de 1 500 m. Les présentes spécifications doivent être obtenues sans l'utilisation de réflecteurs ou de prismes.			
O17	Annexe A, appendice 1, 2.3.10	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit avoir une probabilité de fonctionnement de 99,0 %.			
O18	Annexe A, appendice 1, 2.3.11	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit avoir une durée de vie utile d'au moins quinze (15) ans.			
Exigences relatives à l'interface					

Colonne A ÉLÉMENT	Colonne B RENOI DANS L'EDT	Colonne C SPÉCIFICATION	Colonne D RÉPONSE DU SOUSSIONNAIRE (Conforme/non conforme) (À remplir par le soumissionnaire)	Colonne E COMMENTAIRES DU SOUSSIONNAIRE (À remplir par le soumissionnaire)	Colonne F RENOI AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES (À remplir par le soumissionnaire)
O19	Annexe A, appendice 1, 2.4.2	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit avoir suffisamment de mémoire pour enregistrer toutes les constantes du GLPS/T-16 et les paramètres de fonctionnement pour inclure huit blocs de données pour les mires, les emplacements des obusiers, les stations d'orientation et les cibles.			
O20	Annexe A, appendice 1, 2.4.4	Le système doit être doté de menus, de commandes et d'interfaces utilisateur facilement accessibles à l'opérateur.			

Conception et construction					
O21	Annexe A, appendice 1, 2.5.1	Chaque composant individuel du système de remplacement des GLPS/T-16 doit pouvoir être transporté par une seule personne une fois dans sa valise de transport. Le poids maximal que peut soulever et transporter une personne est de 25 kg. Le nombre de valises ne peut dépasser 2.			

Colonne A ÉLÉMENT	Colonne B RENOI DANS L'EDT	Colonne C SPÉCIFICATION	Colonne D RÉPONSE DU SOUSSIONNAIRE (Conforme/non conforme) (À remplir par le soumissionnaire)	Colonne E COMMENTAIRES DU SOUSSIONNAIRE (À remplir par le soumissionnaire)	Colonne F RENOI AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES (À remplir par le soumissionnaire)
O22	Annexe A, appendice 1, 2.5.2	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit fonctionner tel qu'il est spécifié après avoir subi des niveaux de vibrations normales associées au transport à l'intérieur d'un véhicule blindé de transport de troupes (VBTT) lorsqu'il est arrimé en tant que cargaison fixe ou en tant que cargaison libre.			
O23	Annexe A, appendice 1, 2.5.3	Les valises de transport doivent être en mesure de contenir tous les composants, pièces, matériels, fournitures, outils et autres articles nécessaires à l'exécution des tâches précisées, y compris le DAGR et le trépid.			
O24	Annexe A, appendice 1, 2.5.6	Le système doit résister à la dégradation causée par des éclaboussures de faibles doses (10 ml) de produits chimiques et de corps étrangers conformément à la norme MIL-STD-810G.			
Exigences environnementales					
O25	Annexe A, appendice 1, 2.6.1 a)	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit être en mesure de fonctionner dans les climats de A2 à A3 et de C1 à C3 décrits dans les STANAG 4370/AECTP-100/200/230.			
O26	Annexe A, appendice 1, 2.6.1 b)	Le système de remplacement des GLPS/T-16 doit être à l'épreuve de l'eau conformément aux exigences de l'AECTP-230.			

Colonne A ÉLÉMENT	Colonne B RENOI DANS L'EDT	Colonne C SPÉCIFICATION	Colonne D RÉPONSE DU SOUSSIONNAIRE (Conforme/non conforme) (À remplir par le soumissionnaire)	Colonne E COMMENTAIRES DU SOUSSIONNAIRE (À remplir par le soumissionnaire)	Colonne F RENOI AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES (À remplir par le soumissionnaire)
O27	Annexe A, appendice 1, 2.6.1 c)	Température élevée, utilisation – le système doit respecter les caractéristiques de rendement énoncées au présent document à une température maximale de +49 °C.			
O28	Annexe A, appendice 1, 2.6.1 d)	Basse température, utilisation – le système doit respecter les caractéristiques de rendement énoncées au présent document à une température minimum de -32 °C.			
O29	Annexe A, appendice 1, 2.6.1 e)	Température élevée, entreposage – dans la plage de température de fonctionnement, le système doit respecter les caractéristiques de rendement énoncées au présent document après un entreposage à une température maximale de +71 °C.			
O30	Annexe A, appendice 1, 2.6.1 f)	Basse température, entreposage – dans la plage de température de fonctionnement, le système doit respecter les caractéristiques de rendement énoncées au présent document après un entreposage à une température minimale de -46 °C.			
O31	Annexe A, appendice 1, 2.6.1 g)	Autres conditions environnementales – le système doit aussi avoir subi des tests, et les résultats de ces tests doivent être fournis pour les conditions suivantes : immersion, vibration, choc, sable, poussière et humidité, pour montrer l'absence de dégradation des caractéristiques de rendement énoncées au présent document.			

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8486-228557/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8486-228557

Amd. No. - N° de la modif

File No. - N° du dossier
040bm. W8486-228557

Buyer ID - Id de l'acheteur
040bm
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE D – INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Comme indiqué à l'article 3.1.1 de la partie 3, le soumissionnaire doit indiquer les instruments de paiement électronique qu'il accepte pour le paiement des factures.

Le soumissionnaire accepte les instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA;
- ☐ Carte d'achat Mastercard;
- ☐ Dépôt direct (national et international);
- ☐ Échange de données informatisées (EDI);
- ☐ Virement télégraphique (international seulement);
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

ANNEXE E DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, s'il est établi qu'une attestation est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web d'Emploi et Développement social Canada (ESDC) – Travail.

Date : _____ (AAAA-MM-JJ) (Si aucune date n'est inscrite, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée.)

Remplir la partie A et la partie B

A. Cochez seulement l'une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, notamment la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein ou permanents à temps partiel au Canada.
- A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada.

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec le Programme du travail d'EDSC.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire atteste qu'il a remis le formulaire Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) au Programme du travail d'EDSC. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le aux responsables du Programme du travail d'EDSC.

B. Cochez seulement l'une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8486-228557/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8486-228557

Amd. No. - N° de la modif

File No. - N° du dossier

040bm.W8486-228557

Buyer ID - Id de l'acheteur

040bm

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

d'emploi – Attestation remplie. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)